

PRÉFET DE L'AVEYRON

DREAL OCCITANIE  
UID TARN AVEYRON  
PREFECTURE

Arrêté n° 2020-02-27-003 du 27.FEV.2020

mise en demeure de respecter les prescriptions applicables  
Carrière La Combe aux lieux-dits «Le Dévezou et les Calzérours» à Onet le Chateau  
Exploitant : Société GAIA

LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON  
*Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 511-1, L. 514-5 ;
- VU l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- VU l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2002-310-1 du 06 novembre 2002 autorisant la société S.A FERRIE à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire, sise au lieu-dit «Les Calzérours» sur les parcelles n° 37, 38, 39, 40, 41, et 76 section BL du plan cadastral de la commune de ONET LE CHÂTEAU ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2005-332-1 du 28 novembre 2005 autorisant la société COLAS MIDI-MEDITERRANEE à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire, sur le territoire de la commune d'ONET LE CHÂTEAU sur les parcelles n° 37, 38, 39, 40, 41, et 76 section BL du plan cadastral aux lieux-dits «Le Dévezou» et «Les Calzérours» ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 juin 2015 autorisant le changement d'exploitant au nom de la société COLAS SUD-OUEST ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2016-05-01 du 02 février 2016, portant levée de l'obligation de garanties financières sur les parcelles n° 209, 210, 211 et 231 section BL du plan cadastral représentant une superficie totale de 2ha 31a 81ca, sur le territoire de la commune d'ONET LE CHÂTEAU ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°12-2016-10-11-004 du 11 octobre 2016 autorisant le changement d'exploitant au nom de la société ROUSSILLE ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2018-10-25-002 du 25 octobre 2018 autorisant le changement d'exploitant au nom de la société BÉTONS GRANULATS OCCITANS (BGO) ;
- VU la preuve de dépôt n°201800436 - Déclaration du changement de dénomination sociale d'une installation classée du 01 octobre 2018, au nom de GAIA ;
- VU le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 31 janvier 2020, faisant suite à l'inspection réalisée le 29 janvier 2020, transmis à l'exploitant par courrier du 03 février 2020 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;
- VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé.
- CONSIDÉRANT que l'article 13.1.5 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2002 susvisé dispose : « L'exploitant doit tenir à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. » ;

CONSIDÉRANT	que l'article 13.2.1 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2002 susvisé dispose : « ...La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation, selon le schéma d'exploitation annexé au dossier de demande... » ;
CONSIDÉRANT	que l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2002 susvisé dispose : « [...] L'ensemble du périmètre de la carrière est entouré par une clôture solide et efficace [...] » ;
CONSIDÉRANT	que l'article 15 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2002 susvisé dispose : « L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (par exemple panneaux de signalisation, feux, marquage au sol, consignes...) [...] » ;
CONSIDÉRANT	que l'article 20 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2002 susvisé dispose : « L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan à l'échelle 1/1 000 <sup>ème</sup> ou à une échelle plus grande, sur lequel figurent : les limites de la présente autorisation ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celles-ci,[...]. Par ailleurs, l'exploitant établit et tient à jour un registre d'avancement des travaux permettant de repérer la date à laquelle une zone a été exploitée, par périodes qui ne seront pas supérieures à 6 mois. [...] » ;
CONSIDÉRANT	que l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 juin 2015 susvisé dispose : « Tous les autres merlons périphériques de la carrière sont conservés jusqu'à la remise en état finale des terrains. » ;
CONSIDÉRANT	que l'article 19.8 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé dispose : « [...] Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issus de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques. » ;
CONSIDÉRANT	que l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé dispose : « L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable [...]. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :[...] que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; [...] » ;
CONSIDÉRANT	que l'article 5 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé dispose : « Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable [...].Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. » ;
CONSIDÉRANT	que l'article 7 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé dispose : « Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. [...] » ;
CONSIDÉRANT	que l'article 7 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé dispose : « [...] Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. » .
CONSIDÉRANT	<p>que lors de la visite du 29 janvier 2020, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'exploitant n'a mis en place ni registre ni plan topographique.</li> <li>• La remise en état prévue, fin de 3ème phase (nov. 2017) n'est pas finalisée sur la partie Est du site ;</li> <li>• L'apport de matériaux inertes externes a modifié les conditions de remise en état au sud du site (parcelle 212) ;</li> <li>• La limite entre la carrière et le chantier routier (parcelles 212-209) n'est pas clôturée ;</li> <li>• Le plan de circulation est uniquement dédié à la zone de la centrale d'enrobés ;</li> </ul>



- Les limites de la présente autorisation et la bande des 50 mètres ne figurent pas sur le plan d'exploitation au 24/1/20 établi le 27 janvier 2020 et l'exploitant n'a pas mis en place de registre des travaux ;
- L'absence de merlon le long du chemin du Tronquet au niveau de la limite entre les parcelles 212 et 206 ;
- Les données météorologiques utilisées dans le cadre de la surveillance environnementale sont celles de la station météorologique implantée sur la carrière GAIA de Salles la Source, à environ 7 km et ne sont pas corrigées ;
- Une procédure – non signée et non datée – générique pour le groupe GAIA a été présentée. La liste des matériaux admissibles est moins restrictive que les matériaux pouvant être acceptés dans le cadre de l'article 13.1.3 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2002. Cette procédure générique ne contient pas de disposition visant à s'assurer que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;
- Le document préalable n° DP19100004 relatif à la liaison Rodez Causse Comtal n'est pas signé par le producteur de déchets ;
- L'exploitant n'a pas mis en place de modalités permettant la vérification des documents d'accompagnement avant l'admission de tout chargement de déchets ;
- L'exploitant n'a pas mis en place de contrôle visuel ni à l'entrée de l'installation ni lors du déchargement ;
- L'exploitant n'a par conséquent pu démontrer que seuls des matériaux inertes (déblais de terrassement et les terres non polluées) ont été acceptés sur le site.

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles aux arrêtés susvisés ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société GAIA de respecter les prescriptions et dispositions des articles aux arrêtés susvisés afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aveyron ;

## ARRÊTE

### **ARTICLE 1er :**

La Société GAIA est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 13.1.5, 14, 15 et 20 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2002 susvisé, de l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 juin 2015 susvisé et des articles 3, 5 et 7 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé, **immédiatement à compter de la date de notification du présent arrêté**, en :

- établissant un plan d'exploitation conforme et en mettant en place un registre des travaux ;
- clôturant l'ensemble du périmètre de la carrière par une clôture solide et efficace ;
- portant à la connaissance des intéressés les règles de circulation par des moyens appropriés ;
- mettant en place une procédure d'acceptation préalable des déchets inertes externes adaptée au site ;
- complétant le merlon le long du chemin du Tronquet ;
- demandant au producteur des déchets un document préalable signé par le producteur de déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant ;
- mettant en place un registre d'accueil des matériaux et un plan topographique tenus à jour ;

- mettant en place les modalités permettant la vérification des documents d'accompagnement avant l'admission de tout chargement de déchets ;
- mettant en place un contrôle visuel des déchets à l'entrée de l'installation et lors du déchargement afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

#### **ARTICLE 2 :**

La Société GAIA est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 13.1.3 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2002 susvisé, **sous un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, en :

- apportant les éléments permettant de démontrer que seuls des matériaux inertes (déblais de terrassement et les terres non polluées) ont été admis sur le site.

#### **ARTICLE 3 :**

La Société GAIA est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 13.2.1 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2002 susvisé et de l'article 19.8 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé, **sous un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, en :

- remettant en état la partie Est du site ;
- régularisant la situation relative aux conditions de remise en état de la zone remblayée par des déchets inertes externes au sud du site (parcelle 212) ;
- mettant en œuvre une station météorologique sur site ou un abonnement à des données corrigées ou tout approche équivalente dont la représentativité aura été démontrée lors de la prochaine campagne de mesures des retombées de poussières.

#### **ARTICLE 4 :**

Si à l'expiration des délais fixés aux articles précédents, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement - consignation de sommes - travaux d'office - suspension de l'activité, indépendamment des poursuites pénales.

#### **ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal Administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

#### **ARTICLE 6 :**

La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aveyron, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture notifié à la Société GAIA.

Une copie sera adressée à monsieur le Maire de la commune d'Onet le Château.

Fait à Rodez, le **27 FEV. 2020**



Catherine Sarlandie de La Robertie